

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

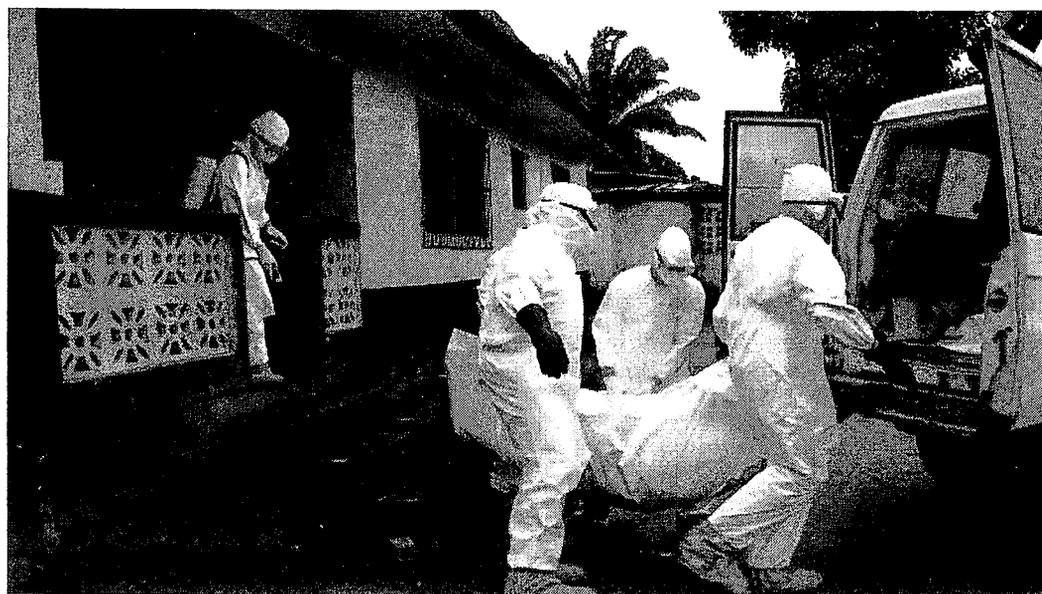
ISSN 0241 0494

Le 02 septembre 2014

N° 404

PRIX : 0,60 Euro

CÔTE D'IVOIRE



ÉPIDÉMIE EBOLA :

FLÉAU AGGRAVÉ PAR LE SYSTÈME CAPITALISTE

ET L'INCURIE DU GOUVERNEMENT

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Côte d'Ivoire

-Epidémie Ebola : Fléau aggravé par le système capitaliste et l'incurie du gouvernement

-Leurs perspectives et la nôtre (page 3)

Page 6

Mali : Des accords sans lendemain entre les mouvements rebelles et le gouvernement

Page 7

Tchad

-Le dictateur Deby réprime les orpailleurs

-Ndjaména : Un « déguerpissement déguisé

Page 9

Madagascar :

Après huit mois de nouveau régime

Page 10

USA :

Les fruits pourris du capitalisme

ABONNEMENT

FRANCE : En tarif réduit

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy Cedex

Notre site: www.uatci.org

CÔTE D'IVOIRE

ÉPIDÉMIE EBOLA : FLÉAU AGGRAVÉ PAR LE SYSTÈME CAPITALISTE ET L'INCURIE DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement fait beaucoup de bruit autour de sa prétendue lutte contre la propagation de l'épidémie d'Ebola. Il s'agit surtout de gesticulations et d'actions purement symboliques face à une menace qui est pourtant réelle et qui pourrait avoir des conséquences désastreuses sur la population.

L'Ebola a déjà fait plusieurs milliers de victimes dans de nombreux pays africains, notamment au Libéria, Sierra Leone, Guinée, pays voisins, avec souvent les mêmes populations de part et d'autre des frontières. Aucune mesure administrative de fermeture de frontières, même appuyée par des déploiements de militaires n'empêchera les populations de circuler. Quant aux mesures comme annuler les matches de foot, si elles sont spectaculaires, isolées, elles sont dérisoires.

Certes, il est bien vrai que jusqu'aujourd'hui il n'existe pas de médicaments pour combattre le virus Ebola mais la menace est dans sa propagation. Face à cette épidémie dont l'Organisation mondiale de la Santé, elle-même reconnaît qu'elle n'est pas maîtrisée, il existe pourtant des mesures à prendre pour minimiser sa propagation; de même qu'il existe des moyens préventifs pour éviter la contamination. Malheureusement, en dehors des bavardages médiatiques ou des « conseils de vigilance », les populations pauvres de ce pays ne peuvent rien attendre de bon du gouvernement. Cela est vrai dans le domaine de la santé comme dans tout autre domaine concernant la vie quotidienne des classes populaires.

Dans ce pays, c'est avant tout la pauvreté qui tue. C'est aussi l'incurie des autorités publiques. Quand on est pauvre, on meurt de presque tout : un accouchement, un palu, une fièvre typhoïde, une plaie mal soignée et même d'une simple diarrhée. Combien d'enfants meurent avant même d'atteindre l'âge de cinq ans ? Et c'est de pire en pire, alors qu'il existerait dans ce pays une prétendue gratuité des soins jusqu'à l'âge de cinq ans! Faudrait-il encore trouver un centre de santé digne de ce nom et avoir les moyens de s'y rendre, sans même parler du fait que la Pharmacie de Santé Publique (PSP qui a été privatisée), est incapable de fournir les médicaments nécessaires alors qu'elle a été créée dans ce but. Qui ignore que même les CHU qui sont pourtant des références en matière de soins, sont devenus depuis longtemps des mouiroirs pour pauvres. Que dire alors de l'intérieur du pays ou des villages reculés qui n'ont même pas un minimum d'infrastructures sanitaires ?

Même quand il existe des hôpitaux et des médicaments, les pauvres y sont de fait exclus. Un travailleur journalier, par exemple, avec son maigre salaire, comment peut-il se soigner ? Même malade à en crever, ce dernier est généralement obligé d'aller au travail. Sinon, comment ferait-il pour gagner sa journée, étant donné qu'il n'a pas de couverture Santé ? Combien de familles pauvres sont en détresse à cause d'un « accouchement difficile » ? Et c'est bien un euphémisme car des femmes et des nouveaux nés meurent le plus souvent à cause du fait que les revenus de ces familles sont trop maigres pour assurer le minimum vital.

De simples mesures d'hygiène comme se laver les mains avec un produit chloré limiteraient déjà beaucoup la propagation de l'épidémie. Mais comment faire passer le message dans les villages reculés, isolés dans la brousse ? Comment faire passer le message qu'il y a là une menace et que ce n'est pas une invention mensongère ? Comment empêcher la consommation d'animaux de brousse, là où il n'y a rien d'autre ? Comment empêcher des guérisseurs, des sorciers, des petits escrocs de vendre des produits miracles ? Même à Abidjan, pas atteinte par l'Ebola, sur certains marchés, on propose des produits en affirmant qu'ils peuvent protéger et même guérir ? Mais combien de pauvres qui n'ont pas les moyens de passer par la pharmacie, ont l'habitude de s'approvisionner sur le marché ?

Le gouvernement n'ignore pas cette réalité sociale mais, comme ses prédécesseurs, il est avant tout préoccupé par la préservation des intérêts des capitalistes qui s'enrichissent de l'exploitation des travailleurs et des petits paysans. Eh bien, comme les riches, il trouve que les travailleurs de ce pays sont encore trop payés; que les entreprises ne sont pas encore suffisamment « compétitives », pour soi-disant devenir un pays émergent !

C'est le dénuement qui rend les populations pauvres encore plus vulnérables à toutes sortes de microbes et de virus. Un Etat réellement au service des exploités mettrait toutes ses forces et tous les moyens dont il dispose pour le bien-être et la santé de la majorité de la population, à commencer par celui des plus démunis. C'est tout le contraire que font les dirigeants qui se succèdent au pouvoir dans ce pays. Voilà pourquoi la lutte contre les maladies et leur propagation n'est pas un problème médical ou technique, en tous les cas, pas seulement. Elle est conditionnée par la vie sociale dans son ensemble et en premier lieu, par les rapports de classes.

En débarrassant la société des parasites et des exploités, les travailleurs permettraient à la grande majorité de profiter des moyens techniques et des connaissances pour faire face, le plus efficacement possible, aux maladies comme aux autres fléaux appelés souvent abusivement « naturels ».

CÔTE D'IVOIRE

LEURS PERSPECTIVES ET LA NÔTRE

Ils sont contents d'eux-mêmes, les représentants politiques de la bourgeoisie à la tête de l'Etat. Alassane Ouattara vient de déclarer triomphalement à l'occasion de la fête de l'indépendance : « l'économie de la CI est au mieux. Le PIB a un taux de croissance à deux chiffres. Les perspectives pour les années à venir sont bonnes. Nous serons un pays émergent à l'horizon de 2020 ».

Et oui, la bourgeoisie grande, moyenne et même petite peut être contente, la quasi-guerre civile terminée, la situation politique et militaire

plus ou moins stabilisée, les affaires ont redémarré.

Ceux qu'on appelle les grands investisseurs reviennent si tant est qu'ils sont partis. Les investissements reprennent. Bouygues a pu passer à l'exécution du contrat juteux de la construction du 3^{ème} pont. Le port, si cher au cœur et au coffre-fort de Bolloré intensifie son activité, au point qu'il a besoin d'un deuxième terminal à conteneurs dont il a décroché le contrat. Les grands prédateurs du capitalisme français ont tout l'air d'estimer que la CI est en

train de redevenir le terrain de chasse préféré de l'Afrique occidentale qu'elle a été dans le passé.

Et les grands fauves entraînent derrière eux les hyènes, les chacals, les vautours, tous les affairistes petits ou grands qui, attirés par l'odeur du profit, intensifient l'activité économique.

Le gouvernement sait dérouler le tapis rouge devant Bolloré, Bouygues et autres Aga Khan. Mais ces gens-là ne se contentent pas seulement de tapis rouge. Ils veulent des infrastructures là en tout cas où ils en ont besoin. D'où cette fièvre de construction de routes, de ponts et d'extension de centrales électriques. Il est même question de construire une ligne de tramway à Abidjan. Pour suivre le mouvement, des cimenteries s'agrandissent et on en construit même de nouvelles.

Là où ces investissements dans les infrastructures sont rentables, les capitaux privés s'agglutinent. Là où ce n'est pas rentable, ou pas assez, ils laissent à l'Etat le financement total ou partiel.

Ce sont les véritables raisons de la fièvre de construction et de réparation de voiries qui semble avoir saisi l'équipe au pouvoir.

Il ne s'agit pas d'assainir les quartiers pauvres, et assurer à leurs populations croissantes, l'eau potable, l'électricité. Les routes ne sont pas goudronnées pour que les travailleurs rentrant chez eux le soir ne soient pas obligés de marcher dans la gadoue.

Non, l'Etat finance ce qui est utile voir indispensable au grand capital.

Quant à la bourgeoisie moyenne et petite, ivoirienne, libanaise ou française qui s'étoffe, c'est leurs demandes actuelles et les anticipations sur leurs demandes futures qui font pousser des centres commerciaux, des hôtels, des logements et de nouveaux quartiers aisés.

La CI n'est pas encore complètement redevenue cet eldorado pour la bourgeoisie qu'elle l'a été au temps où elle était incontestablement la base d'expansion des grands capitaux français dans la sous-région. Mais Ouattara le promet, elle va le redevenir. Tout est fait pour favoriser cette évolution,

jusqu'à y compris les questions administratives concernant les visas, jusqu'à l'ouverture de nouvelles lignes aériennes et peut-être, l'agrandissement de l'aéroport.

Certaines catégories de travailleurs bénéficient de certaines retombées de cette effervescence économique. Mais si peu ! Ceux du bâtiment trouvent un peu plus facilement du travail, c'est-à-dire le droit de se faire exploiter pour construire des logements qu'ils ne pourront jamais se payer.

Pour le reste, rien. Le chômage reste très élevé. Les salaires ne progressent pas en fonction de l'effervescence économique, ni dans les usines, ni sur les chantiers de construction. Sur les chantiers, le salaire d'un ouvrier qualifié, maçon, menuisier, tourne autour de 5000 CFA par jour et celui d'un manœuvre, 2500- 3000 CFA. Dans les usines, aux embauchés déjà mal payés, les patrons substituent des journaliers encore plus mal payés avec des salaires de 2500 CFA.

La vie des familles ouvrières ne se trouve en rien améliorée. Et il ne faut pas être prophète pour prédire que si le rêve de Ouattara se réalise et que la CI devient un pays émergent, l'écrasante majorité des classes travailleuses des villes et des campagnes n'émergera pas de la misère.

Il ne faut pas s'en étonner. Cette société capitaliste est ainsi faite : lorsque pour des raisons propres au fonctionnement chaotique de l'économie capitaliste ou pour des raisons politiques, la vie économique est en crise, c'est le monde du travail qui en paie les frais. Et lorsque l'économie reprend, c'est la seule classe qui n'en bénéficie pas.

Exiger des salaires qui permettent de vivre !

La reprise économique elle-même est cependant un élément du rapport de forces dont les travailleurs ont intérêt de se saisir. Les patrons capitalistes ne peuvent faire fructifier et accroître leurs capitaux que grâce au travail de leurs salariés. Ils ont besoin de nous, qu'ils payent donc les salaires qui nous permettent de vivre !

C'est le moment d'exiger ce qui est notre dû même dans le cadre de ce système économique où tout est fait pour écraser ceux qui

produisent et créent les richesses. Il ne faut pas hésiter, d'autant moins que certains porte-voix du grand patronat, comme Mahamadou Silla, président de l'Union des Grandes Entreprises de CI (UGECEI), font déjà des discours pour expliquer que les travailleurs de ce pays ne sont pas assez productifs et donc, pas assez compétitifs dans la concurrence internationale pour permettre à la Côte d'Ivoire de décoller. En d'autres termes, même la bonne marche de l'économie leur servira de prétexte pour aggraver la condition ouvrière.

Aussi, le mieux qu'on puisse espérer de cette croissance à deux chiffres dont se vante Ouattara, c'est que les travailleurs se sentant un peu moins talonnés par l'angoisse de perdre leur travail et de ne pas en retrouver, reprennent confiance en eux-mêmes et s'engagent sur le chemin de la lutte, la seule voie pour imposer leurs exigences vitales.

L'embellie économique dont se vantent les dirigeants politiques résulte cependant plus des destructions dues aux affrontements entre bandes armées et de la volonté des affairistes de compenser vite la stagnation de la période d'instabilité qu'elle n'annonce une ère de croissance économique.

L'économie capitaliste mondiale est en crise. L'activité économique stagne, voire recule même dans les riches pays impérialistes d'Europe. Même dans le secteur du bâtiment, les embauches ralentiront lorsqu'auront été construits les infrastructures nécessaires au grand capital et lorsque les demandes de logements venant de la petite bourgeoisie plafonneront.

Les menaces des rivalités pour le pouvoir

Et puis, la vie politique ne s'est stabilisée qu'en surface. Les choses peuvent changer, de nouveau, brutalement. Non seulement la classe dirigeante n'est pas capable d'assurer à la majorité travailleuse de la population la nourriture quotidienne, elle ne peut même pas garantir la paix.

Rappelons-nous avec quelle rapidité, on est passé du « miracle ivoirien » à la crise politique puis à la guerre entre bandes armées rivales. Avec quelle facilité s'est succédé aux années où les travailleurs avaient une petite chance de trouver du travail et les paysans de

vivre de leurs récoltes à ces années de tueries dans la population, de destructions, de conflits ethniques avec tous les dégâts laissés sur le plan matériel et dans les consciences.

Il y aura d'autant moins un deuxième miracle ivoirien que le premier n'en était pas déjà un. La vie politique recèle tant de rivalités non seulement entre les camps de ceux qui sont au pouvoir et de ceux qui y étaient au temps de Gbagbo mais à l'intérieur même de ces camps qu'elles peuvent à tout moment se changer en conflits. A peine Ouattara a-t-il consolidé sa position grâce à l'intervention militaire française, le soutien de ses protecteurs de Paris et l'appui du grand capital, que la guerre pour sa succession s'amorce déjà entre ses principaux sous-fifres Soro et Bakayoko. Il suffirait de pas grand-chose, d'un ébranlement même accidentel du fragile équilibre du pouvoir pour que les rivalités plus ou moins dissimulées éclatent au grand jour.

Rien ne garantit même que le calendrier électoral qui prévoit des élections présidentielles en 2015 se déroule comme le souhaiteraient les protecteurs de Paris, si fiers d'avoir « rétabli la démocratie » en chassant Gbagbo par la force des armes. La campagne électorale ravivera tout naturellement non seulement les ambitions personnelles des candidats potentiels, mais les innombrables ambitions locales, régionales de tous ceux qui briguent des sinécures en liant leurs carrières aux appareils des trois principales formations politiques, le RDR de Ouattara, au pouvoir, le PDCI de Konan Bédié qui y est associé mais qui ambitionne plus qu'il n'en a, ou le FPI de Laurent Gbagbo/Affi N'Guessan dont les cadres commencent à trouver pesant d'être écartés de la mangeoire du pouvoir central. D'où les tensions à l'intérieur du PDCI entre ceux qui veulent prolonger l'entente avec Ouattara et ceux qui voudraient que leur parti présente son propre candidat. D'où la dissension au FPI entre ceux qui ne jurent que par Gbagbo et son retour au pays et ceux qui trouvent qu'il ne faut pas boudier trop longtemps les élections.

Contre les partis de la bourgeoisie et des riches la nécessité d'un parti des travailleurs et des pauvres

On pourrait se dire que tous ces micmacs entre coteries politiques ne concernent pas les travailleurs. Elles sont toutes au service de la bourgeoisie ou rêvent d'y être, sans qu'aucune

d'elles ne soit plus sensible aux intérêts des travailleurs que les autres.

Pour se faire élire, ils se feront concurrence en jouant sur toutes les cordes, à l'exception de la mise en cause du pouvoir économique et social de la bourgeoisie et de la dictature du grand capital. Ils joueront sur leur appartenance ethnique ou religieuse, ils prétendront représenter les intérêts de leur région, ils feront la cour aux chefs et rois traditionnels, ils flatteront les préjugés les plus réactionnaires.

Bien plus dangereux encore : dans leur rivalité, les cliques politiques sont toutes capables de ressortir les ficelles de l'ethnisme, de

la xénophobie avec toutes les conséquences et toutes les menaces que cela recèle.

Alors, oui, les travailleurs doivent se saisir des occasions pour améliorer par la lutte leurs conditions matérielles. Mais il faut, aussi et surtout, qu'ils se donnent une force politique à eux, un parti politique à eux qui refuse l'ethnisme, qui refuse que l'on dresse les opprimés les uns contre les autres, et qui se bat pour les intérêts de la classe ouvrière contre leurs véritables ennemis, la grande bourgeoisie et la caste des privilégiés qui nous exploite par temps de paix et qui tue et détruit par temps de guerre.

MALI

DES ACCORDS SANS LENDEMAIN ENTRE LES MOUVEMENTS REBELLES ET LE GOUVERNEMENT

Les six groupes armés du nord du Mali qui participent depuis le 25 août, à Ouagadougou au Burkina, aux négociations de paix, en présence des représentants du gouvernement malien, sont parvenus à un accord après quatre jours de travaux. La seconde phase de négociations pour ratifier ce protocole d'accord se déroulera à Alger début septembre.



Des chefs de délégations à Ouagadougou au Burkina

Selon cet accord conclu entre Bamako et le trio MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad), HCUA (Haut conseil pour l'unité de l'Azawad), MAA (Mouvement arabe de l'Azawad) et deux autres groupes rebelles réunis dans la CM-FPR (Coalition des mouvements et forces patriotiques de résistance et une branche dissidente du MAA), il est

question de l'intégration dans l'armée des rebelles et ex-rebelles, de la promotion de certains à des grades supérieurs et de la nomination dans l'administration des cadres civils touaregs issus des mouvements armés. En contrepartie ces mouvements se sont engagés à ne pas remettre en cause le principe de l'« intégrité territoriale » et le caractère « républicain et laïc » de l'Etat malien.

Quelques jours avant la rencontre de Ouagadougou, Bamako a multiplié des gestes de sa bonne disposition envers les rebelles, par exemple, en libérant des prisonniers. C'est ainsi que l'on a libéré des criminels qui avaient commis de nombreuses atrocités au nord du Mali en 2012. C'est notamment le cas de l'ex-chef de la police islamique de Gao, Yoro Ould Daha et le juge islamique de Tombouctou, Ag Alfousseyni Houka Houka. Ces deux hommes avaient ordonné des arrestations suivies de tortures de toutes sortes, des amputations de membres, des lapidations, des lynchages, des exécutions à la hache et au coupe-coupe. Autre geste d'apaisement, le Premier ministre Mara Moussa a déclaré, en juillet, que « les rebelles seront réinsérés dans l'armée, dans la police, la gendarmerie et dans la garde nationale.

Mais voilà que ce protocole d'accord a déjà pris du plomb dans l'aile. Une autre localité, Ménaka, située à 315 Km de Gao, est tombée sans combat sous le contrôle des groupes armés, dont le MNLA qui pourtant participe aux négociations. Le drapeau or, vert et rouge flotte sur Ménaka ; il est interdit aux radios de jouer de la musique manding ; les fonctions de police sont assurées par des rebelles en armes qui prélèvent des taxes sur les populations.

Cette occupation des lieux n'a suscité aucune réaction des dirigeants maliens ; les groupes rebelles semblent bénéficier du soutien tacite des forces Serval et de la Minusma ; quant à l'armée malienne, elle s'est retirée sans combat, à 2 km de la ville de Ménaka, et se fait très discrète.

Derrière le silence de Bamako et l'attitude couarde de l'armée malienne, se profile sans doute l'ombre du gouvernement français qui fait la pluie et le beau temps ; depuis le conflit au nord Mali, il semble soutenir le MNLA pour en faire un allié face aux autres groupes rebelles.

Dans ces conditions il est illusoire de penser qu'une paix définitive puisse surgir des accords de Ouagadougou ou d'Alger. Les accords antérieurs, de Tamanrasset en janvier 1991, ceux du Pacte national du 11 avril 1992 et d'Alger en juillet 2006 avaient fait long feu parce que les intérêts personnels des négociateurs des deux camps ont primé sur les intérêts des populations qu'ils prétendent incarner.

Il est de l'intérêt des masses pauvres du nord Mali qui souffrent en subissant les lois rétrogrades d'un autre âge des groupes rebelles ; il est aussi de l'intérêt des travailleurs de Bamako et d'autres villes du pays qui souffrent des conséquences de la guerre au Nord et qui sont victimes de la cherté de la vie, de se donner la main au de-là de leurs conceptions religieuses ou tribales, pour lutter ensemble pour leurs intérêts communs en tant que travailleurs, en tant que paysans pauvres. C'est-à-dire lutter aussi contre leurs ennemis communs qui sont les dirigeants locaux et l'impérialisme français qui les soutient.

TCHAD

LE DICTATEUR DEBY RÉPRIME DES ORPAILLEURS



Orpailleurs creusant avec des moyens rudimentaires

Depuis un certain temps, des rumeurs ont circulé selon lesquelles l'on trouvait de l'or à fleur de terre dans les régions désertiques du Tibesti, à l'extrême nord du Tchad, du Niger sur le plateau du Djado et le long de la frontière entre les deux pays. C'est la ruée vers l'or : des milliers de personnes, d'anciens rebelles laissés-

pour-compte, des « combattants » de la garde présidentielle de Deby qui désertent avec armes et véhicules 4x4 de service et surtout des jeunes sans travail, en particulier de Ndjaména, se sont rués vers ces trois zones. Parmi ces chercheurs d'or, se glissent des Nigériens, des Nigérians, des Soudanais et des Libyens. Certains orpailleurs utilisent des détecteurs de métaux pour la prospection. Le gouvernement nigérien estime entre 27.000 et 30.000 le nombre d'orpailleurs opérant sur son territoire.

Très vite la tension est montée parmi les orpailleurs, des conflits d'intérêts éclatent. Le 13 août dernier, des affrontements sanglants entre orpailleurs ont eu lieu au nord du Tchad : 30 morts et plusieurs blessés. Le dictateur Deby qui craint que ces affrontements ne se retournent contre lui et son régime, et ne remettent en cause son autorité dans cette zone, s'est rendu précipitamment à Faya-Largeau, capitale régionale du Borkou, pour rencontrer les

notables, chefs de tribus et chefs religieux, annulant son voyage en France où il devait assister à la commémoration du débarquement en Provence.

Deby a d'abord ordonné aux autorités locales d'interdire aux orpailleurs l'accès dans les différents sites de prospection ; ensuite sous prétexte de « pratique illégale d'orpaillage », de « détention d'armes et d'engins interdits », il a envoyé une unité d'élites de sa protection massacrer les orpailleurs. Il y a eu des morts ; les survivants sont dépossédés de leur matériel de prospection, leurs moyens de communications et leur or et argent, et sommés de quitter les lieux. Selon les autorités, 500 chercheurs d'or ont été arrêtés et jetés en prison à Koro Toro (région du Borkou), en plein désert. Parmi eux se trouvent 179 Soudanais qui seraient libérés et expulsés vers le Soudan.

Contre les opposants et tous ceux qui ne sont pas d'accord avec sa politique ou qui la

critiquent, Deby a toujours utilisé la manière forte pour les éliminer ou les faire taire. La répression contre les orpailleurs en est une nouvelle illustration.

Au Niger, les dirigeants ont choisi une autre voie pour régler le problème des orpailleurs. Dès septembre, tous les chercheurs d'or pourront exercer librement, sur tout le territoire, à condition de s'acquitter d'une carte d'exploitation qui coûte 2.000 francs CFA, valable un an. Ceux qui ont un peu plus de moyens pourront même exploiter une parcelle de terrain, pour 20.000 CFA par an. Au Tchad, un tel dispositif n'est pas encore envisagé. C'est la force qui prime.

Mais même si cela y était instauré, ça ne ferait que favoriser ceux qui auront les moyens de s'acquitter d'une telle redevance, au détriment de ceux qui ne possèdent presque rien.

NDJAMÉNA (TCHAD)

UN DÉGUERPISSEMENT DÉGUISÉ

Le prochain sommet de l'Union Africaine (U.A.) se tiendra à Ndjamena. Pour accueillir la kyrielle de dictateurs que sont les chefs d'Etat africains, les autorités tchadiennes sont en train de faire construire dans un quartier populaire, des centres de conférences, des hôtels de luxe, etc. Pour que ce bâtiment ne côtoie pas la misère alentour, cette corniche de Ndjaména a été vidée de ses occupants pauvres. Leurs maisons en terre battue ont été rasées au bulldozer, sans indemnisation. Des terrains ainsi libérés tout autour de ce futur « centre de conférences » ont été aussitôt attribués, par décret présidentiel, à d'autres personnes. Parmi ces heureux propriétaires se trouvent des barons du gouvernement, des élus et surtout des membres de la famille de Deby et ceux de son clan.

Déguerpier des Tchadiens pauvres pour céder leurs terrains à des Tchadiens riches, c'est

injuste ! Mais c'est la triste vérité de la politique favorable aux privilégiés, aux dirigeants.

Ce « déguerpissement » rappelle, il y a environ un an et demi, une autre méthode utilisée par le pouvoir en place pour exproprier des pauvres de leurs habitations. Récemment, à Ndjaména ont été tracées des rues goudronnées, sans caniveaux, sans électricité, dans plusieurs quartiers populaires. Par la suite il a été décidé que toutes les habitations situées au bord de ces voies soient en dur. Un délai a été défini. Mais les pauvres gens qui n'ont pu se conformer à ce diktat, étaient obligés de vendre leur maison voire leur concession, à vil prix.

A force de vouloir jouer à ce jeu, le gouvernement risque un jour de déclencher une grosse colère de la part des masses populaires qui lui feront ravalier ses mesures impopulaires et son arrogance.

==
==
==

MADAGASCAR

APRÈS HUIT MOIS DE NOUVEAU RÉGIME

Les images de gigantesques nuages de criquets pèlerins traversant le ciel d'Antananarivo la capitale, ont été relayées par plusieurs chaînes de télévision à travers le monde. Pour les paysans pauvres de ce pays, lorsque ces insectes s'abattent sur les champs de culture, c'est la ruine. Le phénomène n'est certes pas nouveau mais il s'aggrave d'une année sur l'autre. Les pouvoirs publics disent ne plus avoir assez d'argent dans leurs caisses pour faire face au fléau.

Il n'y a pas que les criquets qui prolifèrent. Il y a aussi les voleurs de bétail et ils n'hésitent pas à massacrer les villageois lorsque ceux-ci leur opposent de la résistance. Ils mettent le feu aux habitations des hameaux estimés récalcitrants et bénéficient de complicités multiformes car la police, la gendarmerie et l'armée, sont gangrénées par la corruption.

Au nom de la lutte contre le banditisme, les gendarmes locaux de certaines localités du sud-ouest ont instauré un genre de passeport. Ce nouveau document très difficile à obtenir est exigé par eux aux entrées et sorties des villages, surtout les jours de marché hebdomadaire. Les échanges économiques se trouvent du coup fortement ralentis, avec pour conséquence, l'aggravation de la pauvreté dans ces régions déjà très touchées en temps ordinaire. De nombreuses personnes sont ainsi considérées comme « sans papiers » dans leur propre pays. Le peu d'argent qu'elles possèdent est dépouillé par les gendarmes véreux sans compter les passages à tabac auxquels ils se livrent. A tel point que beaucoup se demandent si ces gendarmes ne sont pas plus à craindre que les trafiquants de zébus qu'ils prétendent combattre.

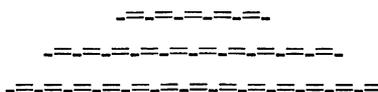
Le chef de l'Etat continue d'effectuer des tournées à travers le monde, pour ses propres affaires, mais aussi pour solliciter des aides en

tout genre auprès des grands de ce monde. Son objectif prioritaire affiché est « la restauration de l'autorité de l'Etat ». Il voudrait aussi que les fonds qui lui avaient été miroités par les grandes puissances et par les institutions qui dépendent d'elles, soient débloqués dans leur totalité, ce qui semble ne pas être tout à fait le cas actuellement. En attendant, il fait fonctionner la planche à billets. L'inflation qui en résulte est tellement forte que les prix ne cessent de flamber et le pouvoir d'achat des classes pauvres ne cesse de dégringoler.

Des grèves ponctuelles éclatent ici ou là, la dernière en date étant celle des agents au sol d'Air Madagascar. Ils protestent contre l'inscription de leur compagnie sur la « liste noire » de l'Union Européenne et contre les menaces qui pèsent sur leurs emplois.

De nombreux travailleurs des zones industrielles n'hésitent pas à contacter les syndicats pour défendre leur cause. Les responsables syndicaux se contentent de chercher un terrain d'entente avec les patrons ou à porter certains conflits devant les tribunaux. Entre la corruption des fonctionnaires par les patrons et les lenteurs administratives, de nombreuses affaires traînent en longueur, finissant par lasser les travailleurs.

Cela fait huit mois que le nouveau pouvoir est en place et qu'il a réussi plus ou moins à faire lanterner les classes pauvres. Les « frémissements » actuels dans le monde du travail, aussi timides qu'ils soient, sont-ils le signe d'un début de renouveau de la conscience des travailleurs ? C'est à souhaiter car les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire à l'égard du nouveau régime même si contrairement au précédent qui a duré cinq ans, il se prévaut d'être sorti des urnes.



U S A

LES FRUITS POURRIS DU CAPITALISME

L'assassinat de Michael Brown à Ferguson, dans le Missouri, n'est pas un acte isolé. Etre Noir dans certains états des Etats-Unis, c'est être une cible vivante. Et si ce meurtre a fait le tour de la planète, c'est parce que, cette fois, la population noire a décidé de ne pas laisser ce crime impuni. Les images des manifestations, des affrontements avec la police, des émeutes pour obtenir justice, où à tout le moins pour que le policier blanc qui a tiré soit incarcéré, ont fait le tour du monde. « Le pouvoir ne cède rien sans revendication » c'était une phrase célèbre d'un discours de Frederick Douglass sur la lutte pour renverser l'esclavage. 157 ans après, c'est toujours aussi vrai. Alors, il faut espérer que cette fois, la population en révolte arrivera à imposer que justice soit rendue.



Manifestation à Ferguson après l'assassinat de Michael Brown

Il n'en reste pas moins que, près de cinquante ans après les assassinats de Martin Luther King et de Malcom X, le racisme et le Klu Klux Klan soient toujours présents aux Etats-Unis, le pays le plus avancé de la planète, celui dont l'« American Way of Life » a fait rêver des générations de jeunes à travers le monde !

Le combat antiségrégationniste des années 50 et 60 a certes permis à une petite bourgeoisie noire de se faire une petite place, sans doute provisoire avec la crise actuelle, au

soleil de l'Amérique. Il y a des Noirs avocats, maires, sénateurs, et même Président. Celui-ci a même envoyé un Noir pour diriger la police à Ferguson, et ce dernier a défilé avec les manifestants. Mais le racisme et les meurtres racistes demeurent, et Munia Abu Jamal, ce militant noir condamné à mort en 1982 pour un meurtre dont il a été reconnu innocent, est toujours en prison ! Et les Noirs pauvres, ceux justement des villes comme Ferguson, qui sont de plus en plus nombreux avec la crise, subissent de plein fouet ce racisme. Et même à double titre : en tant que Noirs et en tant que pauvres. Car le racisme se double d'un mépris social envers les classes pauvres dont la police et l'Etat américains font une preuve éclatante.

Le capitalisme porte la guerre comme la nuée porte l'orage, disait Jean Jaurès. Il porte aussi en lui tous les fléaux sociaux de la terre, tout ce qui est source de division entre ses ennemis mortels, les prolétaires, les travailleurs. Il porte le racisme en lui, il porte les conflits ethniques.

Les manifestants de Ferguson, Noirs mais aussi Blancs, ont pris le seul chemin qui leur permette d'obtenir justice : celui de la révolte. Mais pour éradiquer, déraciner, définitivement le racisme, il faut prendre conscience qu'il faut s'attaquer au capitalisme lui-même.

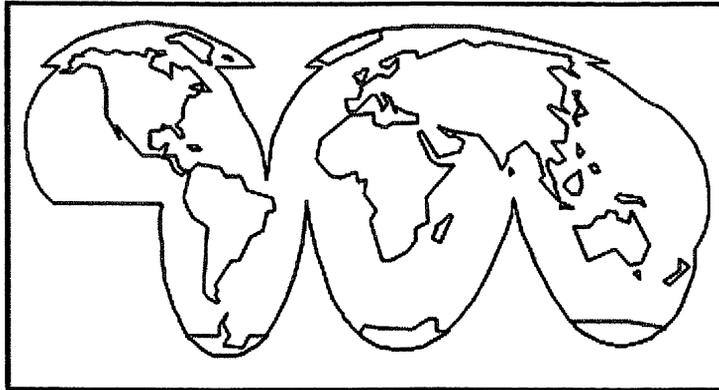
Dans un discours fameux, Luther King s'était adressé à l'Amérique, au monde en proclamant « I Have a Dream », « j'ai fait un rêve », celui d'une société harmonieuse où Noirs et Blancs se tendent la main. Pour que ce rêve puisse devenir réalité, il aurait fallu choisir de s'attaquer au capitalisme, au lieu de chercher à s'en accommoder. C'est le chemin que refusait de prendre le mouvement non-violent de Martin Luther King. C'est celui sur lequel commençait à s'engager Malcom X avant qu'il soit abattu en 1965.

C'est ce défi qui reste à relever, aux Etats-Unis : celui de la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire qui se donne pour

mission de prendre la tête des luttes des porteuse d'espoir et d'avenir.
opprimés. C'est la seule perspective qui soit



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.